



Union académique des syndicats de l'Education nationale CGT Bourse du Travail - place Guichard - 69422 LYON Cedex 03 lyon@cgteduc.fr

**DECLARATION LIMINAIRE
CGT EDUC'ACTION
CSA 16 JANVIER 2024**

Après le vote de la loi immigration largement inspirée du programme du RN, la CGT Educ'action n'attendait pas grand-chose d'un remaniement ministériel .

Emmanuel Macron a toutefois réussi à monter d'un cran dans son mépris vis-à-vis des services publics et sa course à l'électorat le plus réactionnaire.

Mépris de l'Éducation nationale, pourtant présentée comme « la mère de toutes les batailles », d'abord en nommant un premier ministre ayant utilisé le ministère de l'Éducation nationale comme tremplin politique. Ensuite, le choix de la nouvelle ministre et du périmètre de son ministère laisse pantois. Les 6 prochains mois de préparation des JO percutent l'agenda de l'Éducation consacré à la mise en œuvre des dangereuses mesures Attal. Si les personnels avaient bien compris que le pilotage politique de leur ministère se faisait maintenant depuis l'Élysée, ils découvrent désormais que la gestion des JO est plus importante que celle d'une Éducation nationale qui craque et peine à recruter. C'est un signal désastreux adressé aux personnels qui tiennent le système à bout de bras et dont les attentes sont fortes en termes de conditions de travail et de rémunération.

Mépris également des agents du services publics d'éducation après les propos de la ministre de l'éducation nationale pour justifier le choix de scolarisation de ses enfants . Il ne faut pas oublier que les politiques et différentes réformes menées par le pouvoir en place depuis plusieurs années n'ont pas amélioré son fonctionnement .

Mépris, enfin, des agent·es de la Fonction publique, si importante dans cette période où les inégalités explosent et qui n'apparaît dans aucun champ ministériel alors que les difficultés de recrutement s'aggravent.

Après six petites semaines de travail de la mission « exigence des savoirs », Gabriel Attal a annoncé une série de mesures, visiblement décidées bien en amont du « travail » de la mission et modifiant en profondeur l'ensemble du système, de la maternelle au lycée et qui ce « choc des savoirs » devra être mis en œuvre, à marche forcée, à partir de la prochaine rentrée.

Malgré les alertes de la CGT Educ'Action mais aussi de l'ensemble des organisations syndicales représentatives, Gabriel Attal, comme ses deux prédécesseurs, n'a pas tenu compte de l'épuisement des personnels soumis à un feu roulant de réformes et d'annonces, très souvent déconnectées de leurs réalités quotidiennes et de ce que le système éducatif est en capacité de mettre en œuvre.

Deuxième constat, Gabriel Attal a prolongé de façon radicale la politique réactionnaire menée depuis 6 ans. Or cette politique éducative réactionnaire n'a absolument

pas démontré son bien-fondé, si on s'en tient aux résultats des études PISA sur lesquelles, pourtant, elle se basait...

Troisième constat, malgré le discours de façade sur une politique basée sur l'expertise des enseignant·es, c'est bien une nouvelle étape de destruction de leur liberté pédagogique qui est en marche.

Quatrième constat, la démagogie, basée sur le soi-disant « bon sens », est le meilleur outil pour cacher une politique vide de sens et inutile .

Alors que le taux d'encadrement des élèves français·es est un des pires de l'OCDE, ces annonces prétendent pallier les difficultés scolaires (qui sont pourtant corrélées en partie à ce taux d'encadrement) avec une arme secrète et soi-disant « innovante » : le redoublement.

D'une part, aucune étude sérieuse ne permet d'affirmer aujourd'hui que les systèmes qui le pratiquent sont plus efficaces que ceux qui ne le pratiquent pas, c'est même plutôt le contraire ! D'autre part, on aimerait bien comprendre comment le recours au redoublement sera financé.

À ce titre, l'annonce de la transformation du DNB en examen d'entrée au lycée, assorti d'une année de purgatoire en cas d'échec, est un retour en arrière de 50 ans, renoncement assumé de toute ambition de démocratie scolaire.

Quant aux groupes de niveaux en français et maths au collège, ils sont stigmatisants, inefficaces pour les élèves en difficulté. On peine à en voir la faisabilité en termes d'emploi du temps et de moyens.

Les pistes envisagées par le gouvernement pour expérimenter l'uniforme dans les établissements scolaires ont été dévoilées en fin d'année 2023. Pour les tenants de l'uniforme obligatoire il s'agirait de rétablir l'autorité, d'effacer les classes sociales. Cependant, aucune étude scientifique ne valide la portée positive sur le climat scolaire. Porter l'uniforme ne fera pas respecter davantage les personnels ou une institution qui reste une des plus inégalitaire d'Europe. Se pose également le problème du financement couteux de ce dispositif.

La CGT Educ'Action continuera de lutter contre la politique ultra libérale et réactionnaire de ce gouvernement. Elle appelle l'ensemble des personnels à la grève le 1er février, pour exiger des hausses substantielles de salaire, des moyens à la hauteur des besoins pour l'inclusion scolaire , des créations massives de postes et l'abandon des mesures « choc des savoirs » et de la réforme des LP, qui visent à instituer une Éducation nationale à deux vitesses au détriment des classes populaires et de la liberté pédagogique des enseignant·es.